

LE TEMPS

automobile Samedi 14 août 2010

Le retour en grâce du «subprime»

Par François Pilet

General Motors gonflera ses ventes en offrant plus de crédits aux Américains les moins solvables. UBS et Credit Suisse se chargeront de titriser ces dettes, notées sans risques

Trois ans presque jour pour jour après le début de la pire crise financière depuis les années trente, le «subprime» pointe à nouveau le bout de son nez dans la finance américaine. Née avec les crédits hypothécaires accordés en masse à des acheteurs insolubles, la formule s'adapte aujourd'hui au marché du crédit automobile.

Edward E. Whitacre Jr, le patron démissionnaire de General Motors, a joué franc jeu en expliquant les raisons qui l'avaient poussé à signer le rachat de la société de leasing AmeriCredit pour 3,5 milliards de dollars fin juillet. La plus grosse acquisition de GM depuis son renflouement par le contribuable américain en juillet 2009 devra lui permettre d'augmenter ses ventes en offrant des crédits à une clientèle toujours moins solvable. Selon la formule d'Edward Whitacre: «Quand vous possédez une entreprise, vous pouvez lui dire quoi faire». En clair: GM assouplira les critères de sélection d'AmeriCredit qui l'empêchaient jusqu'ici d'accorder des leasings aux clients les moins solvables.

Le gouvernement des Etats-Unis avait dû injecter 50 milliards de dollars en 2009 pour sortir General Motors de la faillite, et sauver les rentes et les emplois de ses 750 000 employés et retraités. Le constructeur s'était notamment embourbé dans la crise des «subprime» via sa filiale financière GMAC.

Des voix se sont élevées pour dénoncer le retour de GM aux vieilles habitudes: «GM devrait construire des voitures que les gens veulent acheter plutôt que de se relancer dans une politique de crédit à hauts risques», a tonné un sénateur républicain.

Noté AAA

Les marchés ont réagi de manière plus mesurée. Selon certains analystes, GM pourrait augmenter ses ventes de 10 à 20% en relâchant ainsi les cordons du crédit. Edward Whitacre a d'ailleurs lui aussi invoqué l'intérêt du contribuable; selon lui, une hausse des ventes soutiendra l'entrée en bourse imminente de General Motors – une des plus importantes de l'histoire – qui permettra au constructeur de replacer sur le marché les 60% d'actions aujourd'hui détenues par le gouvernement américain. «Nous ne voulons plus nous appeler *Government Motors*», répétait Edward Whitacre la semaine dernière encore, avant d'annoncer sa démission surprise vendredi matin. Il s'agit du quatrième changement de patron pour GM cette année.

Peu concernées par ces questions politiques, les grandes banques d'investissement ont flairé la bonne affaire. En reprenant les procédés à l'origine de la crise des «subprime», plusieurs banques dont la Royal Bank of Scotland (RBS), Credit Suisse et UBS se sont déjà attelées à la titrisation d'obligations basées sur les crédits automobiles accordés par AmeriCredit.

Dans un communiqué diffusé hier par l'agence Bloomberg, AmeriCredit annonce la mise en vente d'un paquet de 200 millions de dollars d'obligations découpées en trois tranches. La plus grosse d'entre

elles, de 94 millions de dollars, est notée AAA par l'agence Standard & Poors et Aa3 par Moody's, soit un profil «sans risques».

LE TEMPS © 2009 **Le Temps SA**